

64/2013 - 22 avril 2013

Transmission des données du déficit et de la dette pour 2012 - 1^{ère} notification

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 3,7% et 4,0% du PIB

Dette publique à 90,6% et 85,3%

Le déficit public¹ s'est réduit en termes absolus en 2012 par rapport à 2011, tant dans la **zone euro**² (ZE17) que dans l'**UE27**, tandis que la dette publique¹ a augmenté dans les deux zones. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la **zone euro**, passant de 4,2% en 2011³ à 3,7% en 2012, ainsi que dans l'**UE27**, passant de 4,4% à 4,0%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté dans la **zone euro**, de 87,3% à la fin de 2011 à 90,6% à la fin de 2012, ainsi que dans l'**UE27**, de 82,5% à 85,3%.

		2009	2010	2011	2012
Zone euro (ZE17)					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	8 922 346	9 174 671	9 424 842	9 490 586
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-567 420	-569 408	-391 417	-352 683
	(% du PIB)	-6,4	-6,2	-4,2	-3,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,2	51,0	49,5	49,9
Recettes publiques	(% du PIB)	44,9	44,8	45,3	46,2
Dette publique	(millions euro)	7 136 526	7 831 371	8 225 807	8 600 983
	(% du PIB)	80,0	85,4	87,3	90,6
UE27					
PIB pm	(millions euro)	11 754 457	12 278 203	12 647 215	12 902 370
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-807 996	-800 889	-561 486	-514 088
	(% du PIB)	-6,9	-6,5	-4,4	-4,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,1	50,6	49,1	49,4
Recettes publiques	(% du PIB)	44,2	44,1	44,7	45,4
Dette publique	(millions euro)	8 765 652	9 825 306	10 435 932	11 011 797
	(% du PIB)	74,6	80,0	82,5	85,3

En 2012, les déficits publics les plus faibles, par rapport au PIB, ont été enregistrés en **Estonie** (-0,3%), en **Suède** (-0,5%), en **Bulgarie** et au **Luxembourg** (-0,8% chacun) ainsi qu'en **Lettonie** (-1,2%), tandis que l'**Allemagne** (+0,2%) affichait un excédent public. Dix-sept États membres ont enregistré un déficit supérieur à 3% du PIB: l'**Espagne** (-10,6%), la **Grèce** (-10,0%), l'**Irlande** (-7,6%), le **Portugal** (-6,4%), **Chypre** et le **Royaume-Uni** (-6,3% chacun), la **France** (-4,8%), la **République tchèque** (-4,4%), la **Slovaquie** (-4,3%), les **Pays-Bas** (-4,1%), le **Danemark** et la **Slovénie** (-4,0% chacun), la **Belgique** et la **Pologne** (-3,9% chacun), **Malte** (-3,3%), la **Lituanie** (-3,2%) et l'**Italie** (-3,0%). Au total en 2012 par rapport à 2011, treize États membres ont enregistré une amélioration de leur solde public, par rapport au PIB, douze une détérioration et deux sont restés stables.

À la fin de 2012, les plus bas ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (10,1%), en **Bulgarie** (18,5%), au **Luxembourg** (20,8%), en **Roumanie** (37,8%), en **Suède** (38,2%) ainsi qu'en **Lettonie** et en **Lituanie** (40,7% chacun). Quatorze États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB: la **Grèce** (156,9%), l'**Italie** (127,0%), le **Portugal** (123,6%), l'**Irlande** (117,6%), la **Belgique** (99,6%), la **France** (90,2%), le **Royaume-Uni** (90,0%), **Chypre** (85,8%), l'**Espagne** (84,2%), l'**Allemagne** (81,9%), la **Hongrie** (79,2%), l'**Autriche** (73,4%), **Malte** (72,1%) et les **Pays-Bas** (71,2%). Au total en 2012 par rapport à 2011, six États membres ont enregistré une amélioration de leur dette publique, exprimée en pourcentage du PIB, et vingt-et-un une détérioration.

En 2012, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 49,9% du PIB et les recettes publiques⁴ 46,2%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 49,4% et 45,4% du PIB. Entre 2011 et 2012, le ratio des dépenses publiques ainsi que celui des recettes publiques ont augmenté dans les deux zones.

Réserves sur les données déclarées⁵

Eurostat n'émet aucune réserve sur les données transmises par les États membres.

Modification par Eurostat de données déclarées⁶

Eurostat n'a apporté aucune modification aux données transmises par les États membres.

Autres points

i. Prêts intergouvernementaux

Afin de consolider de façon appropriée la dette des administrations publiques dans les agrégats européens et de fournir cette information aux utilisateurs, Eurostat collecte et publie des données sur les prêts gouvernementaux aux autres États de l'UE, y compris ceux effectués via la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF). En 2012, les données sur les prêts intergouvernementaux se réfèrent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

ii. Tableaux complémentaires relatifs à la crise financière

L'annexe 2 présente des tableaux complémentaires relatifs à la crise financière pour l'UE et la zone euro. Eurostat publie ces tableaux complémentaires par État membre sur son site:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil.

Ces tableaux contiennent des données sur le "gain/coût net pour les administrations publiques (impact sur le déficit public SEC95)" ainsi que sur "l'encours des actifs et passifs effectifs et des passifs contingents des administrations publiques" en relation avec les interventions publiques menées dans le contexte de la crise financière pour les années 2009 à 2012. Voir également la décision d'Eurostat sur l'enregistrement statistique des interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés financiers durant la crise financière (communiqué de presse d'Eurostat 103/2009 du 15 juillet 2009) et les orientations ultérieures.

Eurostat publie également une note d'information qui fournit de plus amples renseignements sur le contenu de ces tableaux complémentaires et sur les conclusions des données:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/documents/Background_note_fin_crisis_Apr_2013_final.pdf

iii. Déficit/Excédent public excluant l'impact des interventions de soutien aux institutions financières

Eurostat publie pour la première fois sur son site internet des données, pour les années 2011 et 2012, sur le déficit/excédent public excluant l'impact des interventions gouvernementales visant à soutenir les institutions financières:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/documents/SIF-fin_crisis_impact-EDP.pdf

Il convient de noter que cette mesure ajustée du déficit/excédent public est uniquement destinée à améliorer la présentation des données pour les utilisateurs.

iv. Stock des passifs sur les crédits commerciaux et les avances

Eurostat publie sur son site internet, comme information complémentaire sur les passifs des administrations publiques, les données sur les crédits commerciaux et les avances, telles que reportées par les États membres pour les années 2009 à 2012:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/documents/Note_on_AF.71L-Apr_2013.pdf

Il faut rappeler que, conformément au règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié, les engagements des administrations publiques relatifs à des crédits commerciaux et avances ne font pas partie de la "dette de Maastricht".

v. Données trimestrielles sur la dette publique

L'annexe 3 contient des données sur la structure des encours de la dette par composante pour la zone euro et l'UE27 au quatrième trimestre 2012, ainsi que sur les variations du ratio de la dette publique par rapport au troisième trimestre 2012.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, fournit⁷ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **première notification de 2013** pour les années 2009 à 2012 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses

et recettes des administrations publiques. L'annexe 1 présente les principales révisions effectuées depuis le communiqué de presse d'octobre 2012.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la section consacrée aux statistiques de finances publiques, des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et les autres facteurs pertinents influant sur la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks):

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/introduction

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen des Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour l'Estonie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE17): Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut l'Estonie sur l'ensemble de la période, bien que l'Estonie ait rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2011.
3. Dans la précédente publication des données pour la procédure de déficits excessifs, les déficits publics de la ZE17 et de l'UE27 étaient en 2011 respectivement de 4,1% et 4,4% du PIB. Les dettes publiques de la ZE17 et de l'UE27 s'établissaient respectivement à 87,3% et 82,5% du PIB. Voir le communiqué de presse 149/2012 du 22 octobre 2012.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC95. Elles correspondent à la somme d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses publiques totales) n'est pas exactement le même selon le SEC95 ou celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs (voir règlement du Conseil (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux).
5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil(CE) 479/2009, tel que modifié. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
7. Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données du déficit et de la dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil (CE) 479/2009 tel que modifié par le règlement du Conseil (CE) 679/2010 (une version consolidée est disponible sur:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2009R0479:20100819:EN:PDF>,

le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible sur:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-en.pdf>)

et la publication d'Eurostat "ESA95 manual on government deficit and debt", cinquième édition (2013):

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product_details/publication?p_product_code=KS-RA-13-001

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Tim ALLEN

Tél: +352-4301-33 444

eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse d'Eurostat sur internet: <http://ec.europa.eu/eurostat>

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens: <http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2009	2010	2011	2012
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	340 777	356 125	369 836	376 840
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-18 935	-13 430	-13 777	-14 852
	(% du PIB)	-5,6	-3,8	-3,7	-3,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	53,7	52,6	53,4	54,8
Recettes publiques	(% du PIB)	48,1	48,7	49,5	50,8
Dette publique	(millions euro)	326 039	340 257	361 672	375 389
	(% du PIB)	95,7	95,5	97,8	99,6
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	130	830	2 586	7 198
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,7	1,9
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	68 322	70 511	75 308	77 582
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	-2 961	-2 198	-1 492	-624
	(% du PIB)	-4,3	-3,1	-2,0	-0,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,4	37,4	35,6	35,7
Recettes publiques	(% du PIB)	37,1	34,3	33,6	34,9
Dette publique	(millions BGN)	9 992	11 453	12 291	14 390
	(% du PIB)	14,6	16,2	16,3	18,5
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions BGN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	3 758 979	3 799 547	3 841 370	3 843 471
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-218 331	-182 711	-124 943	-169 003
	(% du PIB)	-5,8	-4,8	-3,3	-4,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,7	43,7	43,0	44,5
Recettes publiques	(% du PIB)	38,9	39,0	39,8	40,1
Dette publique	(millions CZK)	1 285 972	1 436 957	1 568 989	1 758 872
	(% du PIB)	34,2	37,8	40,8	45,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions CZK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 664 790	1 761 116	1 791 518	1 816 737
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-44 442	-44 009	-33 018	-72 470
	(% du PIB)	-2,7	-2,5	-1,8	-4,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	58,1	57,7	57,6	59,6
Recettes publiques	(% du PIB)	55,3	55,0	55,7	55,5
Dette publique	(millions DKK)	677 175	752 829	831 147	832 455
	(% du PIB)	40,7	42,7	46,4	45,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions DKK)	0	0	0	1 500
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,1
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 374 500	2 496 200	2 592 600	2 643 900
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-73 180	-103 440	-20 230	4 090
	(% du PIB)	-3,1	-4,1	-0,8	0,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,2	47,7	45,3	45,0
Recettes publiques	(% du PIB)	45,1	43,6	44,5	45,2
Dette publique	(millions euro)	1 768 919	2 056 089	2 085 181	2 166 278
	(% du PIB)	74,5	82,4	80,4	81,9
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	784	6 049	19 994	56 091
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,8	2,1

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2009	2010	2011	2012
Estonie					
PIB pm	(millions euro)	13 762	14 323	15 951	16 998
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-275	27	186	-46
	(% du PIB)	-2,0	0,2	1,2	-0,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,5	40,7	38,3	40,5
Recettes publiques	(% du PIB)	43,5	40,9	39,5	40,2
Dette publique	(millions euro)	991	962	996	1 724
	(% du PIB)	7,2	6,7	6,2	10,1
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	0	14	355
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,1	2,1
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	161 275	156 487	158 993	163 595
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-22 368	-48 274	-21 268	-12 461
	(% du PIB)	-13,9	-30,8	-13,4	-7,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	66,1	48,1	42,1
Recettes publiques	(% du PIB)	34,7	35,2	34,9	34,6
Dette publique	(millions euro)	104 544	144 164	169 226	192 461
	(% du PIB)	64,8	92,1	106,4	117,6
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	347	347	347
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,2	0,2
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	231 081	222 151	208 532	193 749
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-36 127	-23 719	-19 834	-19 360
	(% du PIB)	-15,6	-10,7	-9,5	-10,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	54,0	51,4	52,0	54,8
Recettes publiques	(% du PIB)	38,3	40,6	42,4	44,7
Dette publique	(millions euro)	299 685	329 515	355 172	303 918
	(% du PIB)	129,7	148,3	170,3	156,9
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	1 048 060	1 048 883	1 063 355	1 049 525
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-117 143	-101 438	-100 402	-111 641
	(% du PIB)	-11,2	-9,7	-9,4	-10,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,3	46,3	45,2	47,0
Recettes publiques	(% du PIB)	35,1	36,6	35,7	36,4
Dette publique	(millions euro)	565 082	644 692	736 468	883 873
	(% du PIB)	53,9	61,5	69,3	84,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	2 598	8 717	24 542
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,8	2,3
France					
PIB pm	(millions euro)	1 885 763	1 936 720	2 001 398	2 033 648
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-142 223	-136 779	-105 392	-98 196
	(% du PIB)	-7,5	-7,1	-5,3	-4,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,8	56,6	55,9	56,6
Recettes publiques	(% du PIB)	49,2	49,5	50,6	51,7
Dette publique	(millions euro)	1 493 385	1 594 977	1 716 887	1 833 810
	(% du PIB)	79,2	82,4	85,8	90,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	4 448	14 989	42 090
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,7	2,1

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2009	2010	2011	2012
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 519 695	1 551 886	1 578 497	1 565 916
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-83 603	-69 267	-60 016	-47 633
	(% du PIB)	-5,5	-4,5	-3,8	-3,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,9	50,4	49,9	50,6
Recettes publiques	(% du PIB)	46,5	46,1	46,2	47,7
Dette publique	(millions euro)	1 769 254	1 851 252	1 907 392	1 988 658
	(% du PIB)	116,4	119,3	120,8	127,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	3 909	13 118	36 932
	(% du PIB)	0,0	0,3	0,8	2,4
Chypre					
PIB pm	(millions euro)	16 854	17 406	17 979	17 887
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 031	-920	-1 132	-1 127
	(% du PIB)	-6,1	-5,3	-6,3	-6,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,2	46,2	46,0	46,3
Recettes publiques	(% du PIB)	40,1	40,9	39,7	40,0
Dette publique	(millions euro)	9 865	10 675	12 778	15 350
	(% du PIB)	58,5	61,3	71,1	85,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	43	144	405
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,8	2,3
Lettonie					
PIB pm	(millions LVL)	13 070	12 784	14 275	15 520
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-1 277	-1 041	-509	-187
	(% du PIB)	-9,8	-8,1	-3,6	-1,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,7	43,4	38,4	36,5
Recettes publiques	(% du PIB)	34,0	35,3	34,9	35,2
Dette publique	(millions LVL)	4 826	5 682	5 974	6 309
	(% du PIB)	36,9	44,4	41,9	40,7
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions LVL)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie					
PIB pm	(millions LTL)	92 032	95 323	106 370	113 189
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-8 682	-6 869	-5 848	-3 666
	(% du PIB)	-9,4	-7,2	-5,5	-3,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,9	42,4	38,9	36,2
Recettes publiques	(% du PIB)	35,5	35,2	33,3	32,9
Dette publique	(millions LTL)	26 983	36 127	40 962	46 037
	(% du PIB)	29,3	37,9	38,5	40,7
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions LTL)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	36 027	39 906	42 625	44 426
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-290	-363	-98	-359
	(% du PIB)	-0,8	-0,9	-0,2	-0,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,6	42,9	41,8	43,0
Recettes publiques	(% du PIB)	43,8	42,0	41,5	42,1
Dette publique	(millions euro)	5 527	7 673	7 804	9 232
	(% du PIB)	15,3	19,2	18,3	20,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	55	183	516
	(% du PIB)	0,0	0,1	0,4	1,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2009	2010	2011	2012
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	25 626 480	26 607 339	27 886 401	28 276 003
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-1 187 117	-1 143 338	1 194 947	-531 585
	(% du PIB)	-4,6	-4,3	4,3	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,4	49,8	49,6	48,5
Recettes publiques	(% du PIB)	46,9	45,4	53,8	46,5
Dette publique	(millions HUF)	20 448 176	21 775 209	22 690 685	22 380 937
	(% du PIB)	79,8	81,8	81,4	79,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions HUF)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte					
PIB pm	(millions euro)	5 969	6 317	6 556	6 756
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-220	-226	-183	-226
	(% du PIB)	-3,7	-3,6	-2,8	-3,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,4	42,0	42,1	43,9
Recettes publiques	(% du PIB)	38,7	38,4	39,3	40,5
Dette publique	(millions euro)	3 963	4 258	4 607	4 871
	(% du PIB)	66,4	67,4	70,3	72,1
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	20	66	187
	(% du PIB)	0,0	0,3	1,0	2,8
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	573 235	588 740	601 973	600 638
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-32 074	-30 118	-27 009	-24 405
	(% du PIB)	-5,6	-5,1	-4,5	-4,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,4	51,2	49,8	50,4
Recettes publiques	(% du PIB)	45,8	46,1	45,4	46,4
Dette publique	(millions euro)	348 284	371 784	394 197	427 515
	(% du PIB)	60,8	63,1	65,5	71,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	1 247	4 187	11 787
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,7	2,0
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	276 151	286 397	300 712	309 901
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-11 330	-12 866	-7 385	-7 684
	(% du PIB)	-4,1	-4,5	-2,5	-2,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	52,6	52,6	50,5	51,2
Recettes publiques	(% du PIB)	48,5	48,1	48,0	48,7
Dette publique	(millions euro)	191 069	206 087	217 879	227 431
	(% du PIB)	69,2	72,0	72,5	73,4
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	607	2 038	5 741
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,7	1,9
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	1 344 505	1 416 585	1 528 127	1 595 264
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-99 596	-111 291	-76 094	-62 698
	(% du PIB)	-7,4	-7,9	-5,0	-3,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,6	45,4	43,4	42,3
Recettes publiques	(% du PIB)	37,2	37,6	38,4	38,4
Dette publique	(millions PLN)	684 082	776 825	859 076	886 779
	(% du PIB)	50,9	54,8	56,2	55,6
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions PLN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2009	2010	2011	2012
Portugal					
PIB pm	(millions euro)	168 529	172 859	171 065	165 409
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-17 114	-16 982	-7 543	-10 596
	(% du PIB)	-10,2	-9,8	-4,4	-6,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,8	51,5	49,4	47,4
Recettes publiques	(% du PIB)	39,6	41,6	45,0	41,0
Dette publique	(millions euro)	141 055	162 473	185 241	204 485
	(% du PIB)	83,7	94,0	108,3	123,6
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	548	1 212	1 212
	(% du PIB)	0,0	0,3	0,7	0,7
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	501 139	523 693	556 708	587 499
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-45 113	-35 591	-30 911	-16 822
	(% du PIB)	-9,0	-6,8	-5,6	-2,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,1	40,1	39,4	36,4
Recettes publiques	(% du PIB)	32,1	33,3	33,8	33,5
Dette publique	(millions RON)	118 428	159 511	193 157	222 212
	(% du PIB)	23,6	30,5	34,7	37,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions RON)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	35 556	35 607	36 172	35 466
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 217	-2 112	-2 298	-1 418
	(% du PIB)	-6,2	-5,9	-6,4	-4,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,3	50,4	50,8	49,0
Recettes publiques	(% du PIB)	43,1	44,5	44,4	45,0
Dette publique	(millions euro)	12 449	13 737	16 954	19 189
	(% du PIB)	35,0	38,6	46,9	54,1
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	103	325	972
	(% du PIB)	0,0	0,3	0,9	2,7
Slovaquie					
PIB pm	(millions euro)	62 794	65 869	69 108	71 463
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-5 040	-5 046	-3 498	-3 107
	(% du PIB)	-8,0	-7,7	-5,1	-4,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,6	40,0	38,3	37,4
Recettes publiques	(% du PIB)	33,5	32,3	33,3	33,1
Dette publique	(millions euro)	22 331	26 998	29 911	37 245
	(% du PIB)	35,6	41,0	43,3	52,1
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	0	173	1 494
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,2	2,1
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	172 318	178 796	189 489	194 469
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-4 250	-4 455	-1 539	-3 662
	(% du PIB)	-2,5	-2,5	-0,8	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,1	55,8	55,0	56,0
Recettes publiques	(% du PIB)	53,4	53,0	53,9	53,7
Dette publique	(millions euro)	74 997	86 974	92 849	103 131
	(% du PIB)	43,5	48,6	49,0	53,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	392	1 316	3 708
	(% du PIB)	0,0	0,2	0,7	1,9

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2009	2010	2011	2012
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	3 105 790	3 337 531	3 499 914	3 555 339
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-22 216	9 844	7 160	-18 307
	(% du PIB)	-0,7	0,3	0,2	-0,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	54,9	52,3	51,2	52,0
Recettes publiques	(% du PIB)	54,0	52,3	51,2	51,3
Dette publique	(millions SEK)	1 321 814	1 316 287	1 345 016	1 357 939
	(% du PIB)	42,6	39,4	38,4	38,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions SEK)	0	0	0	2 575
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,1
Royaume Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 401 863	1 466 569	1 515 828	1 541 465
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-160 841	-149 553	-118 632	-97 794
	(% du PIB)	-11,5	-10,2	-7,8	-6,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,3	50,4	48,6	48,5
Recettes publiques	(% du PIB)	39,9	40,3	40,8	42,2
Dette publique	(millions GBP)	950 849	1 164 811	1 295 417	1 387 436
	(% du PIB)	67,8	79,4	85,5	90,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions GBP)	0	0	403	2 016
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,1
<i>Année budgétaire (ab)</i>		2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	1 415 137	1 480 274	1 522 414	1 545 755
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	-163 123	-141 783	-118 217	-86 510
	<i>(% du PIB)</i>	-11,5	-9,6	-7,8	-5,6
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	1 046 095	1 184 830	1 315 391	1 401 579
	<i>(% du PIB)</i>	73,9	80,0	86,4	90,7
<i>pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière</i>	<i>(millions GBP)</i>	0	0	403	2016
	<i>(% du PIB)</i>	0,0	0,0	0,0	0,1

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe 1

Principales révisions entre les notifications d'octobre 2012 et d'avril 2013

Des explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les révisions les plus importantes du déficit et de la dette des années 2009 à 2012, intervenues entre les notifications d'octobre 2012 et d'avril 2013, ainsi que pour celles du PIB.

Par rapport à la notification d'octobre 2012, des révisions du déficit public de -0,2% du PIB ont été observées dans deux États membres pour l'année 2011, de +0,2% du PIB dans un État membre et comprises entre -0,1% et +0,1% dans vingt-quatre États membres.

Déficit

Slovénie: l'augmentation du déficit pour les années 2009 et 2010 est due à un changement dans l'ajustement comptable du moment d'enregistrement des impôts sur la production.

Dette

Portugal: L'augmentation de la dette pour les années 2009 et 2010 est principalement due à l'enregistrement comme prêts aux administrations publiques de crédits commerciaux dans le cadre de l'affacturage sans recours ainsi qu'au classement de deux entreprises publiques dans le secteur des administrations publiques.

PIB

Par rapport au PIB notifié en octobre 2012, le PIB de 2011 notifié en avril 2013 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par un certain nombre d'États membres en général pour de faibles montants. Une baisse de près de 4% du PIB a été notifiée par la Roumanie. Une hausse d'environ 2% du PIB pour 2009 et de plus de 1% du PIB pour 2010 a été notifiée par Malte. Les variations du PIB affectent, par effet de dénominateur, les ratios de déficit et de dette.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'octobre 2012 et celle d'avril 2013

		Déficit/excédent*			Dette		
		2009	2010	2011	2009	2010	2011
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rép. tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,2	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,2	-0,2
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,2	-0,1	-0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,2	-0,1	-0,4
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'octobre 2012 et celle d'avril 2013

		Déficit/excédent*			Dette		
		2009	2010	2011	2009	2010	2011
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,2	0,0	-0,1	-1,3	-0,9	-0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,1	0,0	0,0	-1,3	-0,9	-0,6
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,3
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	1,3
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
UE27	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ZE17	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Annexe 2

Tableaux complémentaires relatifs à la crise financière Interventions publiques destinées à soutenir les institutions financières¹

Tableau 1: Gain/coût net pour les administrations publiques enregistré dans le déficit public selon le SEC95 en millions d'euros

		Zone euro (ZE17)				UE27			
		2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
A	Recettes (a+b+c+d)	9 533	14 422	19 705	19 380	21 108	21 180	27 007	24 141
a	Rémunération sur garanties à recevoir	3 374	6 164	6 035	5 788	6 563	9 119	8 927	7 058
b	Intérêts à recevoir	4 828	6 527	10 333	10 290	6 259	9 779	14 038	13 710
c	Dividendes à recevoir	1 238	1 472	2 650	2 213	1 238	1 544	3 349	2 285
d	Autres	93	259	688	1 089	7 049	738	694	1 089
B	Dépenses (e+f+g+h)	16 665	80 671	29 190	73 212	36 206	85 493	34 786	77 552
e	Intérêts à payer ²	6 276	9 327	11 800	11 569	9 804	12 625	14 475	14 583
f	Apports de capitaux augmentant le déficit (transferts en capital)	10 097	35 609	14 816	48 060	23 027	35 815	15 193	48 159
g	Appels de garantie	0	450	492	4	0	450	1 582	4
h	Autres	292	35 285	2 083	13 579	3 375	36 604	3 536	14 807
C	Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B)	-7 132	-66 249	-9 485	-53 832	-15 098	-64 313	-7 779	-53 411
	Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B) (en % du PIB)	-0,08	-0,72	-0,10	-0,57	-0,13	-0,52	-0,06	-0,41

Source: Eurostat

Tableau 2: Encours des actifs et passifs effectifs⁴ et des passifs contingents des administrations publiques en millions d'euros³

		Zone euro (ZE17)				UE27				
		2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	
Administrations publiques	Actifs (D=a+b+c)	D Patrimoine de clôture	211 031	387 149	349 037	360 957	306 248	584 510	501 618	535 180
		a Crédits	25 694	24 903	28 698	45 854	61 251	133 623	127 438	132 868
		b Titres autres qu'actions	80 109	245 779	223 088	215 997	86 284	263 101	239 683	230 042
		c Actions et autres participations	105 228	116 468	97 251	99 107	158 713	187 786	134 497	172 270
Administrations publiques	Passifs (E=d+e)	E Patrimoine de clôture enregistré dans la dette publique selon le SEC95	221 879	468 358	454 412	523 585	360 696	641 493	613 909	669 660
		d Crédits	39 472	244 535	211 928	191 899	41 230	245 530	212 427	191 899
		e Titres autres qu'actions ⁴	182 407	223 824	242 484	331 686	319 466	395 963	401 482	477 761
Hors adm. publiques	Passifs contingents (F=f+g+h)	F Patrimoine de clôture non enregistré dans la dette publique selon le SEC95	774 093	579 924	575 291	577 520	1 428 997	1 051 839	903 671	600 132
		f Passifs et actifs sous garantie des administrations publiques ⁵	691 012	473 003	489 857	521 787	1 114 304	806 634	723 082	534 244
		g Titres émis dans le cadre d'un dispositif de soutien à la liquidité ⁶	4 617	7 939	2 708	2 761	236 228	145 029	97 285	12 338
		h Entités dédiées au soutien des banques (SPEs ⁷)	78 465	98 982	82 726	52 972	78 465	100 176	83 304	53 550
en % du PIB	D	Patrimoine de clôture - actifs	2,4	4,2	3,7	3,8	2,6	4,8	4,0	4,1
		Patrimoine de clôture - passifs	2,5	5,1	4,8	5,5	3,1	5,2	4,9	5,2
		Patrimoine de clôture - passifs contingents	8,7	6,3	6,1	6,1	12,2	8,6	7,1	4,7

Source: Eurostat

Les tableaux complémentaires relatifs à la crise financière visent à donner une image complète de l'impact effectif et potentiel, sur le déficit et la dette publics, des interventions publiques qui concernent directement le soutien aux institutions financières. Les mesures de soutien aux institutions non financières ainsi qu'à l'économie en général ne sont pas incluses dans les tableaux.

Le tableau 1 présente les données enregistrées dans les comptes publics et qui ont un impact effectif sur le déficit/excédent public. Le tableau 2 présente les données sur les stocks d'actifs et de passifs financiers résultant des interventions de soutien aux institutions financières. Il distingue les activités inscrites aux passifs des administrations publiques (incluses dans la dette publique) et celles qui peuvent potentiellement contribuer aux passifs des administrations publiques dans le futur, mais qui sont actuellement contingentes (ou conditionnelles) de futurs événements (non incluses pour le moment dans la dette publique).

En particulier, la ligne C du tableau 1 montre l'impact net en termes d'excédent/déficit public des interventions publiques directes dans la crise financière. Il apparaît que ces interventions ont accru le déficit public de l'**UE27** de 53,4 milliards d'euros (0,4% du PIB) en 2012. Dans la **zone euro**, l'impact net a été de 53,8 mrd (0,6% du PIB) en 2012.

Le tableau 2 montre que l'impact sur la dette publique a été en 2012 de 669,7 milliards d'euros (patrimoine de clôture des passifs) dans l'**UE27** (5,2% du PIB). L'impact a été de 523,6 mrd dans la **zone euro** (5,5% du PIB). En ce qui concerne les passifs contingents (ayant un impact potentiel sur la dette et éventuellement sur le déficit), ils s'élèvent à 600,1 milliards dans l'**UE27** (4,7% du PIB) et à 577,5 mrd dans la **zone euro** (6,1% du PIB).

Des tableaux complémentaires par État membre sur l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics sont publiés sur le site d'Eurostat:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil

1. Ces tableaux retracent les interventions des administrations publiques en soutien du secteur financier. Ils n'incluent pas celles qui s'inscrivent dans un cadre plus général de relance de l'activité économique.
2. Les intérêts à payer incluent les intérêts effectifs ou, si ce n'est pas applicable, les intérêts imputés sur les financements correspondants.
3. Tous les instruments financiers dans le tableau 2 sont exprimés en valeur nominale, à l'exception de l'actif du portefeuille d'actions ordinaires cotées en Bourse (qui sont enregistrées à la valeur du marché).
4. Par convention, pour évaluer les passifs des administrations publiques (soit l'impact des activités de soutien au secteur financier sur la dette Maastricht), les transferts de liquidités des administrations publiques (liés par exemple aux apports de capitaux, attribution de crédits et achat d'actifs) sont présumés avoir un impact direct sur la dette publique, à l'exception de l'impact des emprunts directs. En outre, devraient être incluses les imputations relatives aux coûts financiers (intérêts accumulés).
5. Il s'agit de garanties accordées par des administrations publiques à des actifs et passifs hors administrations publiques, à l'exclusion de la garantie des dépôts bancaires et de la garantie des engagements des SPEs incluses en (h). Il s'agit des seules garanties "actives" et non des plafonds de garantie annoncés dans certains plans. Cela inclut également les garanties sur des actifs qui, en cas d'appel de la garantie, impliquent d'enregistrer un passif des administrations publiques.
6. Les titres émis dans ces dispositifs très spécifiques de soutien à la liquidité ne sont pas inclus dans la dette publique (voir la décision d'Eurostat et la note d'accompagnement pour plus de détails). Par convention, ils sont enregistrés, comme les garanties, en "passifs contingents, hors administrations publiques", bien qu'il soit probable que l'exposition des gouvernements soit limitée.
7. Dans ce cas précis, ces entités à vocation spéciale ("Special Purposes Entities"), dédiées au soutien des banques dans lesquelles les gouvernements ont un rôle significatif y compris celui de garant, sont classées en-dehors des administrations publiques (voir la décision d'Eurostat et la note d'accompagnement pour plus de détails). Leurs engagements sont enregistrés en dehors du secteur des administrations publiques (comme passifs contingents des administrations publiques).

Annexe 3

Dettes publiques trimestrielles

Entre la fin du troisième trimestre 2012 et la fin du quatrième trimestre 2012, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté dans la **zone euro** (ZE17), passant de 90,0% à 90,6% du PIB. Dans l'**UE27**, le ratio s'est également accru, passant de 85,2% à 85,3%.

Tableau 1: Structure de la dette publique trimestrielle, T4/2012 comparé à T3/2012

		T3/2012	T4/2012
ZE17			
Dette publique	(millions euros)	8 527 556	8 600 983
	(% du PIB)	90,0	90,6
Dont: Monnaies et dépôts	(millions euros)	241 193	243 114
	(% du total de la dette)	2,8	2,8
Titres autres qu'actions	(millions euros)	6 717 749	6 708 574
	(% du total de la dette)	78,8	78,0
Crédits	(millions euros)	1 568 615	1 649 295
	(% du total de la dette)	18,4	19,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euros)	158 484	193 576
	(% du PIB)	1,7	2,0
UE27			
Dette publique	(millions euros)	10 932 706	11 011 797
	(% du PIB)	85,2	85,3
Dont: Monnaies et dépôts	(millions euros)	419 943	418 562
	(% du total de la dette)	3,8	3,8
Titres autres qu'actions	(millions euros)	8 778 836	8 778 752
	(% du total de la dette)	80,3	79,7
Crédits	(millions euros)	1 733 927	1 814 484
	(% du total de la dette)	15,9	16,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euros)	160 856	196 547
	(% du PIB)	1,3	1,5

Par rapport au troisième trimestre 2012, dix-sept États membres ont enregistré une augmentation de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du quatrième trimestre 2012, neuf une baisse et un État membre est resté stable. Les plus fortes hausses du ratio ont été enregistrées en **Espagne** (+6,8 points de pourcentage - pp), en **Slovénie** (+5,9 pp) ainsi qu'en **Grèce** (+5,0 pp), et les baisses les plus marquées en **Belgique** (-2,0 pp), au **Danemark** (-1,6 pp) ainsi qu'à **Malte** (-1,0 pp).

Graphique 1: Variations du ratio de la dette publique par rapport au PIB, T4/2012 par rapport à T3/2012 en points de pourcentage

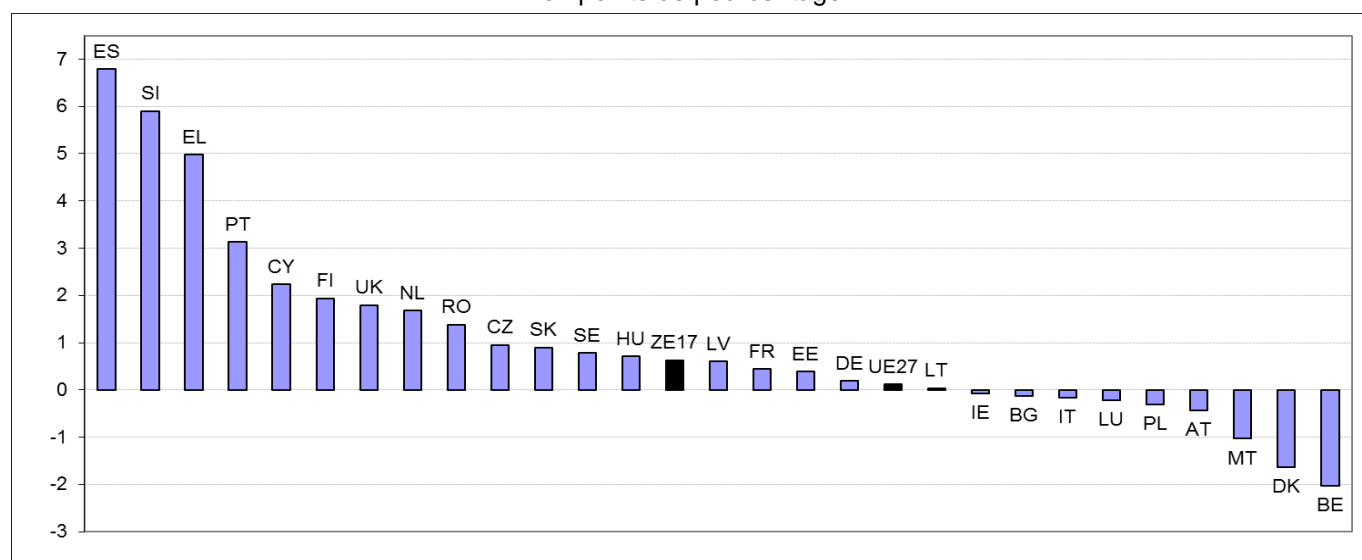


Tableau 2: Dette publique trimestrielle des États membres

		Dette publique trimestrielle				
		en millions de monnaie nationale		en % du PIB*		Différence en pp du PIB, T4/2012 par rapport à T3/2012
		T3/2012	T4/2012	T3/2012	T4/2012	
Belgique	euro	381 104	375 389	101,6	99,6	-2,0
Bulgarie	BGN	14 199	14 390	18,7	18,5	-0,1
République tchèque	CZK	1 726 155	1 758 872	44,8	45,8	0,9
Danemark	DKK	859 357	832 455	47,5	45,8	-1,6
Allemagne	euro	2 152 786	2 166 278	81,7	81,9	0,2
Estonie	euro	1 633	1 724	9,8	10,1	0,4
Irlande	euro	191 791	192 461	117,7	117,6	-0,1
Grèce	euro	300 144	303 918	151,9	156,9	5,0
Espagne	euro	817 170	883 873	77,4	84,2	6,8
France	euro	1 817 965	1 833 810	89,7	90,2	0,4
Italie	euro	1 995 668	1 988 658	127,2	127,0	-0,2
Chypre	euro	15 043	15 350	83,6	85,8	2,2
Lettonie	LVL	6 085	6 309	40,1	40,7	0,6
Lituanie	LTL	45 123	46 037	40,7	40,7	0,0
Luxembourg	euro	9 207	9 232	21,0	20,8	-0,2
Hongrie	HUF	22 205 034	22 380 937	78,4	79,2	0,7
Malte	euro	4 900	4 871	73,1	72,1	-1,0
Pays-Bas	euro	417 688	427 515	69,5	71,2	1,7
Autriche	euro	226 778	227 431	73,8	73,4	-0,4
Pologne	PLN	883 734	886 779	55,9	55,6	-0,3
Portugal	euro	201 444	204 485	120,5	123,6	3,1
Roumanie	RON	211 566	222 212	36,4	37,8	1,4
Slovénie	euro	17 217	19 189	48,2	54,1	5,9
Slovaquie	euro	36 420	37 245	51,2	52,1	0,9
Finlande	euro	99 084	103 131	51,1	53,0	1,9
Suède	SEK	1 324 620	1 357 939	37,4	38,2	0,8
Royaume-Uni	GBP	1 354 977	1 387 436	88,2	90,0	1,8

• Les données trimestrielles du PIB pour la France et l'Espagne ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes.

Des données complémentaires sont disponibles dans la publication relative aux statistiques trimestrielles sur les finances publiques: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/data